

Bonjour,

A l'initiative de Droit Au Logement de l'Isère, un rassemblement aura lieu,

**mardi 18 septembre de 12h à 14h,
devant la préfecture de Grenoble, place de Verdun,**

contre le loi ELAN et ses mesures anti-pauvres et anti-logement.

La Coordination iséroise de solidarité avec les étrangers migrants, dont nous faisons partie soutient cette action.

Cette loi est à l'opposé de ce que demandait le Collectif des Associations Unies, dont la LDH fait partie, le 31 mai dernier

<https://www.ldh-france.org/projet-loi-elan-repondre-reellement-aux-besoins-personnes-mal-logees/>

Elle a été aggravée en première lecture à l'assemblée nationale et au sénat. Le 18 septembre elle sera examinée en Commission mixte paritaire.

Ci-joint le texte de l'appel, et ci-dessous un argumentaire plus détaillé.

Pour le bureau de la section de Grenoble Métropole de la LDH,

Jean-Pierre Berthier (secrétaire)

Bonjour,

> > > Après la 1ere lecture à l'Assemblée nationale, puis au Sénat fin juillet
> > > qui a encore durci le projet de loi, le gouvernement et sa majorité
> > > travaillent à conclure un accord en commission mixte paritaire, afin
> > > d'éviter une 2e lecture.
> > > Cela signifie que de nouvelles mesures anti-pauvres et anti-logement
> > > menacent d'être négociées par rapport à la version initiale du projet
> > > de loi, particulièrement la criminalisation des squatters et des
> > > occupants sans titre en général, le démontage de la loi SRU,
> > > l'expulsion des familles dont un des membres consommateur de drogue a
> > > été condamné pour détention, la division par 2 des délais à
> > > l'expulsion, le rétablissement de pénalités en cas de retard de loyer,
> > > ou d'amende en cas de non respect du règlement intérieur...
> > >
> > > Cette CMP se tiendra mercredi 19 septembre à partir de 14h30 au Sénat.
> > >
> > > C'est pourquoi, nous avons pris l'initiative de proposer à Grenoble un
> > > rassemblement le 18 septembre à midi devant la préfecture dans l'idée de proposer

par la suite une large coordination contre

> > > les expulsions à venir.

> > >

> > > Ci dessous, quelques unes des mesures anti-pauvres prises par le sénat :

> > >

> > > article 58 ter : *Pénalisation des occupants sans titre* (squatters,
> > > locataires au noir, sous locataires non déclarés ...tout habitant ne
> > > pouvant prouver qu'il est installé avec l'accord du propriétaire, de
> > > bonne foi est passible de 1 an de prison et 15 000 euros d'amende,
> > > d'une expulsion express sans jugement, suppression de la trêve
> > > hivernale, si celui ci porte plainte. S'agissant d'un délit continu
> > > (permanent), les occupants actuels sont menacés.

> > >

> > > Article 46 *démontage de la Loi SRU* :

> > > o Les villes qui disposent entre 15 et 35% de logements sociaux
> > > pourront mutualiser dans le cadre de l'intercommunalité, ou des EPT du
> > > grand Paris, la production de HLM pour atteindre en moyenne 25%. Moins
> > > de logements sociaux construits, des communes qui préservent leur
> > > privilège. Où l'on comprend que le taux acceptable de HLM pour le Sénat
> > > est de 15%.

> > > o Le taux de HLM dans les communes où un quart des habitants sont
> > > sous le seuil de pauvreté pourra baisser jusqu'à 20%. Un cadeau pour
> > > les maires de droite qui ont conquis des villes populaires !
> > > o Les maires pourront contracter la mise en œuvre ou non de la loi SRU
> > > directement avec le préfet, à titre « expérimental » pour mieux faire
> > > passer la pilule ...

> > >

> > > 40 bis A : Les délais à la prévention de l'expulsion sont divisés par
> > > 2 et passent de deux à un mois : commandement de payer, diagnostic
> > > social, CAPEX, commandement de quitter les lieux... Autant dire que la
> > > prévention des expulsions , et donc de moyen d'éviter l'expulsion

> > >

> > > Article 40 bis : Résiliation du bail de plein droit , et donc expulsion
> > > de toute la famille, lorsque l'un des habitants d'un logement a été
> > > condamné pour usage ou trafic de stupéfiant. Mesure d'éloignement
> > > jusqu'à 3 ans, à l'encontre de personnes nuisant à la tranquillité
> > > publique dans les parties communes des immeubles d'habitation ...

> > >

> > > Article 53 quater B : Rétablissement de pénalités arbitraires en cas
> > > de retard de loyer. Cette clause abusive avait été interdite par la loi
> > > ALUR ;

> > >

> > > Article 53 quater C : Rétablissement des amendes pour non respect du
> > > contrat de location ou du règlement intérieur annexé au bail .

> > >

> > > Article 53 quater D : En sus des sommes versées au titre des dépend de
> > > l'article 700, des frais de 1^{ere} relance ou de procédure seront
> > > facturés aux locataires en difficulté.

> > >

> > > Article 34 bail mobilité : la commission de conciliation n'est pas
> > > compétente, les critères de décence ne s'appliquent pas (une aubaine
> > > pour les Ténardier), et ce bail précaire s'ouvre aux personnes en
> > > mutation professionnelle.

> > >

> > > Article 19 bis – location temporaire par des sociétés lucratives à des

> > > « résidents temporaires » payant une indemnité, devant assurer le
> > > gardiennage d'immeubles vacants et exclus de la trêve hivernale des
> > > expulsions: L'expérimentation est reconduite jusqu'à fin 2023.
> > >
> > > Article 35 attributions HLM: les commissions d'attribution travaillent
> > > sur des dossier numériques et en réunion virtuelle (risques de dérives)
> > >
> > > Vous pouvez également consulter la chaine youtube contre la loi elan:
> > > <https://www.youtube.com/channel/UCHQ94p5MdacopETi-rtx7qw/videos>
> > >
> > > En espérant vous voir nombreuses/nombreux, merci de relayer dans vos
> > > réseaux!
> > >
> > > Le DAL38